

Les Intérêts et la Sottise

LES séparatistes rhénans ont cru le moment favorable pour instaurer un Etat autonome. Il est bien certain que si le mouvement séparatiste avait jamais eu en Rhénanie des racines bien profondes, il n'aurait pu manquer d'aboutir ces jours derniers. Mais il apparaît qu'il ne repose réellement sur rien d'autre que les larges subventions du gouvernement français. A suivre en effet l'évolution du séparatisme, on constate qu'il n'a jamais été fonction que de l'orientation politique du Quai d'Orsay.

Les circonstances se prêtaient admirablement à cette tentative : l'Allemagne, à la veille de la Révolution, plongée dans le désordre ; le gouvernement du Reich paralysé, l'armée d'occupation favorable.

C'est pourquoi les séparatistes avaient décidé pour le 30 septembre une manifestation monstre à Dusseldorf à l'issue de laquelle ils espéraient proclamer la République. 27 trains avaient été mis à leur disposition gratuitement par la régie française pour transporter 40.000 manifestants.

On sait comment cette tentative avorta à la suite d'une ardente contre-manifestation ouvrière dirigée par les communistes, provoquant une bagarre qui motiva une intervention violente de la schupo et de la police bleue. Les troupes d'occupation du général Simon apparurent trop tard pour empêcher le désastre.

Le gouvernement français s'est toujours défendu d'avoir encouragé en quoi que ce soit le mouvement séparatiste rhénan. Il nous paraît donc intéressant de mettre le Quai d'Orsay en contradiction avec un homme qui fut longtemps son employé, M. Raymond Recouly.

Ce dernier vient en effet de publier récemment un livre, *La Barrière du Rhin*, dans lequel il reprend la thèse défendue à la conférence de la paix en 1918 par le maréchal Foch et M. Tardieu : *La frontière militaire de la France au Rhin*. En fait, cette thèse se heurta à une opposition énergique de l'Angleterre. Mais le traité de paix ne put empêcher que le droit d'occupation militaire de la Rhénanie par les troupes françaises ne fut sanctionné d'une façon formelle.

En effet, l'occupation militaire de la rive gauche du Rhin doit, aux termes du traité, se prolonger pendant 15 ans à partir du moment où l'Allemagne commence à remplir ses obligations — toute infraction dans l'exécution des clauses suspendant automatiquement le cours des délais fixés. Et même après ces 15 années, si les garanties contre une agression allemande sont jugées insuffisantes, l'occupation peut être prolongée.

Or, M. Recouly entreprend justement dans son ouvrage de démontrer que des occupations militaires prolongées ont toujours historiquement abouti à des annexions.

Ainsi, il cite l'exemple de l'Autriche occupant militairement, en 1879, la Bosnie et l'Herzégovine. Cette occupation aboutit en 1908 à l'annexion des deux provinces.

En 1898, les Américains occupent militairement Cuba. Des troubles éclatent entre les troupes d'occupation et la population. Les Etats-Unis annexent Cuba.

Bien que M. Recouly n'ose formuler expressément de telles conclusions relatives à l'occupation de la Rhénanie, il est bien évident que c'est la logique et la fatalité d'une telle annexion, qu'il a entrepris de justifier et de démontrer.

M. Recouly, nous le savons, n'est rien moins qu'un écrivain désintéressé. Notre camarade Marchand en fouillant dans les archives tsaristes, a trouvé son nom parmi ceux de certains journalistes émergeant à la caisse noire de l'ancien régime. Alors, qui lui a « inspiré » son livre ?

PUISQUE nous en sommes sur ce chapitre, signalons également le livre très édifiant de sir George Buchanan : *My Mission to Russia*. On sait que sir Buchanan fut en 1914 l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg.

Il y a dans ce livre, relatives aux origines de la guerre, des révélations trop troublantes pour que nous les passions sous silence.

C'est ainsi que sir Buchanan relate que le 24 juillet 1914, il fut mandé précipitamment par M. Sazonov à l'ambassade de France. Là, M. Sazonov le mit au courant de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie « rédigé, disait-il, en termes qui signifient guerre ». M. Sazonov s'efforça alors d'obtenir de sir Buchanan un engagement le liant à la Russie « comme il en avait obtenu un de Paléologue au nom de la France ». Dans les jours qui suivirent, Sazonov renouvela ses démarches, mais toujours sans résultats, auprès de sir Buchanan.

Une conclusion qui s'impose, c'est donc que dès le 24 juillet et probablement avant, la Russie avait obtenu du gouvernement français un engagement formel de la sekunder dans la guerre qu'elle considérait comme certaine.

Nous attendons qu'on nous apporte la preuve que sir Buchanan a menti.

C E même livre contient également des détails bien curieux sur les premiers mois de la guerre.

« La guerre (1) commença par Tannenberg, mais les grandes victoires de Galicie ayant suivi, Paléologue paria que la guerre serait finie à la Noël ; le 25 septembre, Joffre avait demandé si la Russie avait assez de munitions ; on l'avait rassuré. Subitement, le 18 décembre, la vérité fut avouée : elle n'avait plus ni fusils, ni munitions. Le blocus auquel elle était soumise par suite de la déclaration de guerre de la Turquie rendait fort difficile d'y remédier. L'opinion publique réclama avec d'autant plus d'énergie la possession des Détroits **COMME BUT DE GUERRE**. Le 13 mars 1915, le gouvernement anglais y consentit à la condition que la zone neutre de la Perse fut comprise dans la zone britannique. Le 14, Buchanan fut reçu par le tsar qui accepta les conditions anglaises. La question des revendications de l'Italie fut ensuite discutée et Buchanan réussit, grâce à Sazonov, à obtenir les concessions nécessaires. L'Italie entra en guerre le 23 mai. « D'après le langage tenu par Sazonov, on avait des raisons d'espérer que la Roumanie suivrait immédiatement son exemple », mais les négociations sur « **LE PRIX A PAYER** » traînèrent ».

La voilà bien, la guerre du Droit ! Comme à travers ces lignes trop naïvement écrites pour n'être point exactes, on situe tous les marchandages entre impérialismes alliés : Tant à la Russie, tant à l'Italie, tant à la Roumanie, pour expédier sur les champs de bataille l'indispensable « matériel humain ».

Que pensez-vous de cela, anciens combattants ?

DEUX généraux enrichissent de leur prose la bibliographie des ouvrages sur la guerre de 1914, le général d'Amade et le général Cherfils.

Le premier commanda le 1^{er} corps d'expédition aux Dardanelles, dont le débarquement aboutit au massacre que l'on sait. Limogé — il eût dû en toute justice être

(1) Cité d'après le compte rendu paru dans le *Mercure de France* (N^o du 1^{er} octobre).